



Compte- rendu

Conseil
d'Orientation



Paris, 25 mai 2016



COMPTE-RENDU DU CONSEIL D'ORIENTATION DU 25 MAI 2016*

*Document non encore officiellement validé. Il sera validé lors de la prochaine réunion du Conseil d'Orientation.

VALIDATION DU COMPTE-RENDU DU 18 JUIN 2015

Le président **Michel DELEBARRE** ouvre la séance avec la validation du compte-rendu du Conseil d'orientation du 18 novembre 2015, adopté à l'unanimité.

INFORMATION SUR LA VIE DE L'ASSOCIATION

Silvia GOBERT-KECKEIS, responsable de la vie du réseau et des politiques européennes à la MOT, présente la carte actualisée des membres et indique que la MOT compte à ce jour 67 adhérents « personnes morales » et 6 adhérents « personnes physiques ».

PARTENARIAT AVEC LES MINISTERES ET MEMBRES FONDATEURS

Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET)

Jean-Christophe BAUDOIN, directeur des stratégies territoriales du CGET, souligne que le CGET porte une grande attention aux territoires transfrontaliers ; le travail avec la MOT est soutenu et a permis aux services du CGET d'avancer sur de nombreux dossiers, notamment dans le cadre d'une étude sur les « solidarités interterritoriales » du territoire frontalier de la Meurthe-et-Moselle et ses interactions métropolitaines.

Caisse des Dépôts

Véronique MERCIER, responsable du service Partenariats à la Caisse des Dépôts, rappelle que la Caisse des Dépôts est membre fondateur de la MOT. L'année 2016 est une année particulière pour le groupe car elle marque son bicentenaire. Elle rappelle que Pierre-René LEMAS, directeur général du Groupe, a souhaité à cette occasion affirmer une nouvelle stratégie axée sur les territoires, comprenant une pleine prise en compte des territoires frontaliers, travail qui est mené en réseau avec la MOT et toutes les Directions Régionales frontalières du Groupe. Le travail commun porte actuellement sur la sélection de régions tests pour le développement de projets d'investissements transfrontaliers sur lesquels la Caisse des Dépôts pourrait se positionner. Deux régions ont été choisies : Hauts-De-France et Grand Est pour mettre en œuvre cette nouvelle stratégie. Des référents en région ont été désignés pour les projets transfrontaliers et le travail de la MOT dans ce cadre porte sur l'identification de projets potentiels et l'ingénierie qu'ils nécessitent. Une réunion est prévue le 9 juin avec les Directions Régionales.

Ministère des Affaires étrangères

Gilles FAVRET, ambassadeur pour les Commissions intergouvernementales, la coopération et les questions frontalières, indique que le Ministère suit également de près les questions transfrontalières. Une réflexion « Diplomatie et territoires » est actuellement en cours en lien avec le réseau consulaire et diplomatique du Ministère et devrait être présentée en septembre. Il rappelle également que la MOT et son réseau participent à la « Communauté transfrontalière » du Portail Diplomatie d'échanges d'informations du Ministère.

Ministère de l'Intérieur

Damien FERAILLE, chargé de la coopération décentralisée et européenne de la Direction Générale des Collectivités Locales, confirme le soutien du Ministère à la MOT et précise que ses travaux mériteraient d'être mieux connus après des préfectures frontalières.

Jean PEYRONY, directeur général de la MOT, confirme l'enjeu de la présence de la MOT auprès des préfectures ; la MOT participe régulièrement à des actions de formation menées par le Ministère de l'Intérieur. Il importerait cependant que les préfets et sous-préfets nommés dans un département frontalier soient informés systématiquement des services que la MOT peut leur apporter.

COMMUNICATION ET ANIMATION DU RESEAU

Communication

Domitille AYRAL, responsable de la communication à la MOT, présente les différents outils de communication de la MOT : la newsletter diffusée à plus de 6000 contacts en français et anglais, le site Internet qui comprend un centre de ressources avec de nombreuses fiches sur les frontières, les territoires, les thèmes, etc. et son Espace membres avec des ressources dédiées comme les études de la MOT, une nouvelle rubrique mettant à disposition les « bons-à-tirer » réalisés pour les adhérents, les revues de presse avec plus de 9000 articles archivés. Elle présente également le nouveau portail documentaire mis en ligne en juillet 2015 : il propose 4000 documents dont plus de 1600 téléchargeables en ligne – seuls les membres et adhérents ont accès au téléchargement des documents.

Animation du réseau

Alexandra LAFONT, chargée de mission à la MOT, rappelle les rencontres régulières du réseau lors des plateformes des techniciens ; la réunion qui aura lieu le jour même sera consacrée à la thématique obstacles/résolution et l'évaluation d'impact transfrontalier. Elle informe également des avancées dans la mise en place d'un forum en ligne réservé aux membres. Ses objectifs seront de faciliter les échanges directs entre les membres, d'identifier les besoins et obstacles à la coopération et assurer un relais « bottom-up » pour favoriser leurs résolutions. Concernant le calendrier, l'équipe de la MOT travaille actuellement à un cahier des charges pour une ouverture prévue d'ici la fin de l'année.

STRATEGIES D'ENSEMBLE ET ASSISTANCE OPERATIONNELLE

Travail sur l'identification de projets potentiels

Olivier DENERT, secrétaire général de la MOT présente le travail mené actuellement avec la Caisse des Dépôts dans la perspective du Plan d'investissement pour l'Europe visant à identifier des projets structurants - sur des thématiques prioritaires - à développer dans les territoires frontaliers et transfrontaliers. Plus de 90 projets ont été identifiés :

- 54 projets d'ingénierie ;
- 34 projets de construction de grandes infrastructures ;
- 9 projets d'achat ou de construction de petits équipements d'aménagement.

Concernant les thématiques dominantes : 43 projets concernant la transition écologique et énergétique, 44 projets d'aménagement et de développement économique, 9 projets sur la santé et les affaires sociales et 6 sur la transition numérique.

Ce travail a donné lieu à des échanges avec des financeurs publics français et européens (BEI, Caisse des Dépôts) et d'autres acteurs qui travaillent notamment sur les manques en termes d'infrastructures de transport ferroviaire (Comité de Régions).

À noter que l'un des ateliers OPEN DAYS 2016 organisé par la MOT portera sur le thème de l'investissement transfrontalier.

Il présente ensuite, avec **Jean RUBIO**, **Jonathan BOUDRY** et **Alexandra LAFONT**, chargés de mission à la MOT, les différentes études en cours, à savoir :

- **Étude concernant la gestion et l'exploitation d'un bac assurant la liaison internationale entre Saint Laurent du Maroni (Guyane) et Albina (Suriname)**, commanditée par la Collectivité territoriale de Guyane (CTG)
- **Étude portant sur les liaisons maritimes hivernales de fret et de passagers entre la Corse et la Sardaigne, commanditée par la Collectivité territoriale de Corse (CTC)**, via l'Office des transports de la Corse (OTC)
- **Mission d'appui à la réalisation du Schéma de Développement territorial de la Grande Région**, commanditée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département de l'aménagement du territoire (Luxembourg), agissant pour le compte des différentes instances du Sommet de la Grande Région
- **Mission d'accompagnement pour la mise en place d'un projet « éco bonus » mobilité** à la frontière avec le Luxembourg, dans le cadre d'un partenariat avec EGIS, filiale de la Caisse des Dépôts
- **Accompagnement de la Métropole européenne de Lille** concernant une délibération du Conseil métropolitain portant sur le Schéma de coopération transfrontalière (SCT)

Plus d'infos : [note de présentation des études en cours.](#)

ACTIVITES EUROPEENNES ET INTERNATIONALES

Observation transfrontalière

Olivier DENERT, présente les travaux en cours sur le thème de l'observation transfrontalière. Suite aux travaux menés depuis 2012 par la MOT, en lien avec le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU), un Comité Stratégique Transfrontalier (CST) a été créé entre la France et ses pays voisins pour travailler à la mise en place d'une observation transfrontalière coordonnée au niveau européen. Ce CST est composé des représentants des ministères en charge de l'aménagement du territoire et a pour rôle d'analyser, avec le soutien d'un groupe de travail technique, des thématiques prioritaires pour la cohésion territoriale européenne et des territoires transfrontaliers afin d'identifier les sources et de collecter les données. D'autres partenaires européens prennent part à ces travaux comme les Pays-Bas, la Commission européenne ou le programme Interact. La MOT assure le secrétariat du CST. La dernière réunion du CST a eu lieu le 15 avril 2016.

Concernant les perspectives, un appel à projet de la DG REGIO sur l'observation transfrontalière va être lancé ; il sera ouvert aux instituts statistiques et partenaires associés. L'étude doit permettre de mieux exploiter les différentes sources relatives aux données sur l'emploi. Le consortium pourrait comprendre, outre des instituts statistiques (France, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne, Suisse et Italie), le CGET, le BBSR (Allemagne) et la MOT.

En parallèle, le dépôt d'un projet ESPON dont l'appel est prévu d'ici fin 2016, est à l'étude. Une première proposition de projet a été déposée par la MOT sur la problématique foncière et immobilière dans les régions transfrontalières ; mais un problème d'éligibilité de la MOT à ce programme a été soulevé.

Jean-Christophe BAUDOIN complète en indiquant que le CGET a hérité des importants travaux de la DATAR sur ce sujet qu'il décrit comme essentiels pour pouvoir mener des politiques d'aménagement du territoire fondées sur une connaissance précise des réalités

territoriales.

Présidences du conseil de l'UE et institutions européennes

Présidences du conseil de l'UE

Frederick-Christoph RICHTERS, chargé de mission au Grand-Duché du Luxembourg, Ministère du Développement durable et des Infrastructures, rappelle les résultats de la Présidence luxembourgeoise qui s'est achevée fin 2015 et qui a associé la MOT sur une proposition d'un nouvel outil juridique pour faciliter la coopération transfrontalière. Une autre proposition de la Présidence est de poursuivre en lien avec les présidences à venir le suivi et l'analyse des opportunités de développement pour renforcer l'efficacité de la coopération transfrontalière. Ces travaux sont menés en lien avec la Commission européenne, dans le cadre de la préparation du paquet législatif pour la Politique de Cohésion post-2020. Suite à cela et prenant en compte également les travaux de la « Cross-border Review » de la Commission, il a été proposé de créer un groupe intergouvernemental dédié à la recherche de solutions innovantes aux obstacles transfrontaliers. Il réunira tous les pays qui le souhaitent. Cette initiative a été présentée aux États membres lors de la Réunion des Directeurs Généraux en charge de la cohésion territoriale le 11 mai 2016, ainsi qu'aux Directeurs en charge des questions urbaines, le 12 mai à Amsterdam. La première réunion de ce groupe est prévue en juillet 2016. La MOT a été choisie pour en assurer le secrétariat.

[Plus d'infos.](#)

Commission européenne

Jean PEYRONY rappelle les travaux de la « Cross-border Review » dont les résultats ont été publiés et qui ont été largement présentés la veille lors des conclusions de la conférence-débat.

Comité des Régions

Jean RUBIO, présente les deux ateliers qui seront organisés (ou co-organisés) par la MOT pour la session 2016 : le premier en lien avec le Comité des Régions sur les « Investissements transfrontaliers », le 11 octobre, et le second sur les espaces naturels et ruraux dans les programmes de la coopération territoriale européenne, le 12 octobre 2016. [Plus d'infos.](#)

Parlement européen

Anne SANDER, députée européenne, vice-présidente de la MOT, rappelle les travaux de l'intergroupe parlementaire sur la coopération transfrontalière, qu'elle préside depuis juin 2015. La prochaine réunion est prévue le lendemain sur le thème de l'emploi. Elle précise que les échanges sont très concrets et que l'enjeu est de trouver le moyen d'agir plus directement sur les résolutions et questions orales du Parlement, tout en restant pleinement informés des sujets abordés par les Commissions parlementaires qui peuvent avoir un impact potentiel sur les régions transfrontalières.

Partenariats européens

Silvia GOBERT-KECKEIS indique que la CECICN (Conférence européenne des réseaux de villes transfrontalières et interrégionales)¹ travaille au dépôt d'un projet européen dans le cadre du programme « Europe for citizens », pour septembre 2016. Il consisterait à organiser un cycle de conférence sur le thème : « Territoires transfrontaliers et réseaux de villes - laboratoire de la citoyenneté européenne » et serait porté par quatre réseaux : la MOT, UBC, CESCO et Medcities. Il prévoit quatre conférences successives et une conférence de clôture organisées respectivement par chaque partenaire :

- la MOT sur les services publics en transfrontalier
- UBC sur la mobilité jeunesse
- le CESCO sur le GECT et la gouvernance
- MedCities sur l'accueil des migrants dans les villes
- La conférence de clôture permettra de présenter les résultats obtenus et à émettre des recommandations à l'échelon européen.

¹ Qui regroupe la MOT, MedCities, le Forum des villes adriatiques et ioniennes, l'Union des villes baltiques, la Conférence des villes de l'Arc Atlantique, le CESCO, le Conseil des villes et régions du Danube et City Twins Association. Plus d'infos : www.cecicn.eu

Gyula OCSKAY, secrétaire général du CESCO (Hongrie) remercie la MOT pour son soutien depuis la création de la structure hongroise² en 2009. Il ajoute qu'il serait souhaitable que la conférence finale soit organisée à Bruxelles afin de faciliter le portage des résultats auprès des institutions européennes.

Jean RUBIO rappelle l'existence de la Plateforme de Budapest qui réunit les structures d'appui à la coopération au niveau national, comme le CESCO et la MOT.

Jean PEYRONY ajoute que les liens avec l'ARFE ont été renforcés cette année. Il souligne la présence du secrétaire général de l'ARFE, Martin GUILLERMO-RAMIREZ, lors de la conférence annuelle la veille.

Anne THEVENET, directrice adjointe de l'Euro-Institut Strasbourg-Kehl, présente les travaux du réseau des Euro-Instituts, TEIN, créé en 2010, dont la MOT et l'ARFE sont membres associés : suite à la non obtention de deux projets de grande ampleur dans le cadre des programmes « Horizon 2020 » et « Jean Monnet », le réseau réfléchit à des projets de plus petite ampleur qui pourraient porter sur la relation entre intégration européenne, programmes européens et sensibilité des acteurs et de la population à la dimension transfrontalière. L'un des objectifs est d'aboutir à la publication d'un manuel et d'un dictionnaire de la coopération.

Conférences internationales

Jean RUBIO informe que la MOT a organisé et animé une session lors de 15^{ème} conférence internationale du BRIT³, qui s'est tenue à la frontière germano-danoise du 17 au 20 mai derniers. L'atelier de la MOT a porté sur « Les villes jumelles et agglomérations transfrontalières : quels enjeux de gouvernance ? » Ce grand rendez-vous international, entre le monde de la recherche et les praticiens de la coopération, se tient tous les deux ans. La prochaine conférence devrait se tenir au Nigeria en 2018.

Jean PEYRONY informe de la tenue le 7 juillet à Paris, à l'Assemblée Nationale, d'une conférence organisée par la MOT et l'Université de Grenoble-Alpes, dans le cadre d'un projet de recherche international « Borders in Globalization » sur le thème « Sécurité et développement : comment gérer la frontière ? ». Les inscriptions sont ouvertes sur le site de la MOT.

Philip CORDERY, député, président du groupe d'études « Zones et travailleurs frontaliers » à l'Assemblée Nationale, qui accueille cette conférence, ajoute qu'il est important d'échanger entre chercheurs et acteurs de terrains sur cette question des frontières dont l'ouverture est aujourd'hui remise en cause. Il rappelle le travail de son groupe d'études, qui regroupe des députés frontaliers, notamment sur le thème de la santé avec des avancées importantes comme la possibilité pour des groupes hospitaliers de maintenir leurs coopérations transfrontalières dans le cadre de groupements régionaux. Il ajoute que l'organisation d'une manifestation, en 2017, sur le rôle de la coopération transfrontalière dans le cadre des nouvelles régions est à l'étude.

² « Central European Service for Cross-Border Initiatives », structure de soutien à la coopération transfrontalière sur toutes les frontières de la Hongrie.

³ Border Regions in Transition.